

Art. 50. In afwijking van artikel 32, 2°, a), kan het gekwalificeerd onderwijzend personeel ook worden aangeworven onder de personen bedoeld in artikel 49 die niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een sanctie bedoeld in hoofdstuk V van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning of in hoofdstuk 5 van dit besluit:

a) wanneer zij sinds ten minste twee jaar beschikken over een erkenning verkregen op grond van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning, nadat zij voor het in artikel 13 van hetzelfde besluit bedoelde examen een resultaat hebben verkregen dat gelijk is aan of hoger is dan 16 op 20, of

b) onder de auditeurs opgenomen in de reserve die is ingesteld overeenkomstig artikel 33 van het besluit van de Waalse regering van 15 november 2012 betreffende de energie-audit van een woning.

Art. 51. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

Art. 52. De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/13387]

6 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 1^{er}ter, 9bis, § 1^{er}, et 12ter, insérés par le décret du 14 juillet 1994 et modifiés par le décret du 16 février 2017, les articles 7, § 1^{er}, et 10, modifiés par les décrets du 14 juillet 1994, du 16 février 2017 et du 17 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juin 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juin 2019 ;

Vu le rapport du 4 juin 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne oblige le Gouvernement à prendre des dispositions en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et les mesures appropriées à y appliquer, telles que la suspension de la chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers ;

Considérant que, depuis lors, la maladie est toujours observée chez les sangliers, malgré les efforts importants déployés pour enlever les carcasses de sangliers infectés et détruire les sangliers encore présents dans la zone infectée ;

Considérant que les naissances 2019 ont aujourd'hui eu lieu et que l'on observera dès lors sous peu une recrudescence de l'épidémie contre laquelle il faut lutter sans délai ;

Considérant dès lors qu'il importe de disposer pour le début de l'année cynégétique 2019-2020 de mesures renforcées qui obligeront les titulaires de droit de chasse à vider leurs territoires des sangliers qui s'y trouvent en vue de créer une véritable barrière sanitaire empêchant la propagation de la maladie vers le nord et singulièrement vers le massif ardennais ;

Considérant que dans un souci d'efficacité, il s'impose que les titulaires de droit de chasse concernés soient informés au plus tôt de ces mesures en vue d'organiser et d'exercer effectivement en conséquence leurs prérogatives cynégétiques lors de la prochaine saison de chasse débutant le 1^{er} juillet 2019 ;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° Administration : le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

2° centre de collecte : lieu désigné par l'Administration vers lequel les sangliers trouvés morts ou abattus dans les zones visées ci-après aux 5°, 6° et 7° doivent obligatoirement être acheminés à des fins de prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine ;

3° chef de cantonnement : chef du cantonnement du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent pour la plus grande partie de la surface du territoire de chasse ;

4° formation en biosécurité : formation organisée par l'Administration concernant les règles à suivre lors de l'enlèvement et du transport des sangliers morts afin de limiter les risques de propagation de la peste porcine africaine lors de ces opérations ;

5° zone infectée : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie englobant tous les sites où les sangliers positifs pour la peste porcine africaine ont été trouvés ;

6° zone d'observation renforcée : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie située à proximité immédiate de la zone infectée, dans laquelle la probabilité de retrouver des sangliers positifs pour la peste porcine africaine est élevée ;

7° zone de vigilance : zone opérationnelle pour la gestion de l'épidémie située autour de la zone d'observation renforcée, dans laquelle la probabilité de retrouver des sangliers positifs pour la peste porcine africaine est moins élevée que dans la zone d'observation renforcée ;

8° chien de courte quête : chien leveur qui a pour fonction de trouver et de débusquer le gibier recherché sans le poursuivre sur une longue distance.

Les trois zones visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 7°, sont décrites et représentées à l'annexe du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Du nourrissage du grand gibier*

Art. 2. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions du nourrissage du grand gibier, le nourrissage du grand gibier est interdit dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — *De la chasse*

Section 1^{re}. — Dans la zone infectée

Art. 3. Par dérogation aux articles 4 à 15, 18 et 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021, la chasse à toute espèce gibier est interdite dans la zone infectée, en plaine comme au bois, pour l'année cynégétique 2019-2020.

Art. 4. § 1^{er}. Le titulaire du droit de chasse peut solliciter auprès du chef de cantonnement une dérogation à l'interdiction visée à l'article 3 pour toutes les espèces gibiers autres que le sanglier.

Cette dérogation peut être accordée uniquement pour la chasse à tir à l'affût des gibiers dont la chasse est ouverte en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021.

La dérogation fixe les conditions à respecter pour pouvoir chasser. Elle est modifiable et révoquée à tout moment.

§ 2. En fonction de l'évolution de la situation épidémiologique, le Ministre ayant la chasse dans ses attributions peut décider d'étendre la chasse dans toute la zone infectée ou dans une partie de celle-ci à d'autres modes de chasse que la chasse à tir à l'affût.

La décision du Ministre s'applique d'office à tous les bénéficiaires, dans la zone concernée, d'une dérogation visée au paragraphe 1^{er}.

Art. 5. La chasse à tir à l'affût à proximité d'un lieu d'appâtage du sanglier dans la zone infectée est autorisée.

Section 2. — Dans la zone d'observation renforcée et dans la zone de vigilance.

Art. 6. Par dérogation à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2016 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2021, la chasse au sanglier est interdite dans la zone d'observation renforcée et dans la zone de vigilance, en plaine comme au bois, pour l'année cynégétique 2019-2020.

Art. 7. § 1^{er}. Il est interdit d'utiliser pour la chasse en battue et au chien courant dans la zone d'observation renforcée et dans la zone de vigilance, d'autres chiens que des chiens de courte quête.

§ 2. Le Ministre ayant la chasse dans ses attributions peut décider de restreindre ou d'étendre l'utilisation des chiens.

CHAPITRE IV. — *De la destruction des sangliers à des fins de lutte contre la propagation de la peste porcine africaine.*

Section 1^{re}. — Dans la zone infectée.

Art. 8. Dans la zone infectée, la destruction des sangliers est effectuée par les agents de l'Administration et leurs collaborateurs, ainsi que par les titulaires de droit de chasse bénéficiant d'une dérogation à l'interdiction de chasser, lorsqu'ils sont en action de chasse.

L'Administration peut désigner les titulaires de droit de chasse pour détruire le sanglier autrement que lorsqu'ils sont en action de chasse, leurs gardes champêtres particuliers, ainsi que tout autre personne proposée par le titulaire. Elle fixe les conditions de leur intervention, notamment les moyens qui peuvent être mis en œuvre parmi ceux mentionnés à l'article 12.

Art. 9. L'objectif de la destruction est d'éliminer totalement le Sanglier de la zone infectée pour le 31 décembre 2019.

Art. 10. La destruction du sanglier peut se faire de jour comme de nuit.

Art. 11. La destruction par les agents de l'Administration peut être pratiquée sur toute propriété publique ou privée, en ce compris les propriétés sur lesquelles le droit de chasse n'est pas exercé et les réserves naturelles pour lesquelles il est dérogé à l'interdiction prévue par l'article 11, premier tiret, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Les propriétaires et ayant-droits ne peuvent s'opposer à la destruction, sauf dans les propriétés constitutives d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution.

Art. 12. La destruction peut se faire au moyen ou à l'aide :

1° de filets, trappes, nasses, enclos de capture et tous autres engins permettant la capture des sangliers vivants ;

2° d'appâts non empoisonnés ;

3° de sources lumineuses ;

- 4° de produits euthanasiques ;
- 5° d'armes à feu ;
- 6° de silencieux et de lunettes de visée nocturne ;
- 7° de chiens de courte quête.

Concernant le 4°, l'utilisation de produits euthanasiques est réservée uniquement à un vétérinaire.

Concernant le 6°, l'utilisation de silencieux et de lunettes de visée nocturne est permise uniquement aux agents de l'Administration. Les titulaires de droit de chasse et leurs gardes champêtres particuliers peuvent également utiliser ces accessoires pour autant que la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes par l'autorité fédérale les y autorise.

Art. 13. Toute destruction d'un sanglier fait l'objet d'un constat par un agent de l'Administration avant son transport.

Section 2. — Dans la zone d'observation renforcée et dans la zone de vigilance.

Art. 14. Dans la zone d'observation renforcée et dans la zone de vigilance, les titulaires de droit de chasse ont l'obligation de détruire le sanglier sur leur territoire aux conditions fixées dans les articles 16 à 19.

Art. 15. L'objectif de cette destruction est d'éliminer totalement le sanglier de ces deux zones pour le 31 décembre 2019 au plus tard, l'essentiel des prélèvements à faire pour atteindre cet objectif devant être réalisé pour le 30 novembre 2019.

Art. 16. La destruction peut se faire de jour comme de nuit.

Elle peut se faire à l'occasion de l'exercice de la chasse des espèces gibiers autres que le Sanglier.

Art. 17. Afin de rencontrer l'objectif visé à l'article 15, sans préjudice des autres moyens pouvant être mis en œuvre en application de l'article 19, les titulaires de droit de chasse ont l'obligation d'organiser sur leur territoire autant de battues de destruction qu'il est nécessaire pour que chaque enceinte de leur territoire soit traquée à deux reprises au moins, entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 2019.

Pour les territoires comportant de cent à deux cents cinquante hectares de bois ou plus, une enceinte est considérée comme effectivement traquée si elle est parcourue par au moins 5 traqueurs armés ou non et cernée par au moins 10 chasseurs armés.

Pour les territoires comportant de deux cents cinquante à cinq cents hectares de bois ou plus, une enceinte est considérée comme effectivement traquée si elle est parcourue par au moins 8 traqueurs armés ou non et cernée par au moins 15 chasseurs armés.

Pour les territoires comportant plus de cinq cents hectares de bois ou plus, une enceinte est considérée comme effectivement traquée si elle est parcourue par au moins 10 traqueurs armés ou non et cernée par au moins 20 chasseurs armés.

Art. 18. § 1^{er}. Afin d'assurer le contrôle de l'obligation visée à l'article 17, chaque titulaire de droit de chasse fournit au chef de cantonnement :

1° avant le 1^{er} août 2019 :

a) une carte de son territoire reprenant les limites des différentes enceintes qui doivent recouvrir la totalité de la surface de son territoire ;

b) le calendrier prévisionnel de toutes ses battues pour la saison cynégétique 2019-2020 ;

2° dans les quarante-huit heures suivant chaque journée de battue :

a) le nombre de chasseurs armés et le nombre de traqueurs ayant participé à cette journée ;

b) l'indication des enceintes parcourues lors de cette journée ;

c) le nombre de sangliers vus et le nombre de sangliers tirés dans chaque enceinte parcourue.

§ 2. Toute destruction d'un sanglier fait l'objet d'un constat par un agent de l'Administration avant son transport en dehors du territoire.

Art. 19. La destruction peut se faire au moyen ou à l'aide :

1° de filets, trappes, nasses, enclos de capture et tous autres engins permettant la capture des sangliers vivants ;

2° d'appâts non empoisonnés ;

3° de sources lumineuses ;

4° de produits euthanasiques ;

5° d'armes à feu ;

6° de silencieux et de lunettes de visée nocturne ;

7° de chiens de courte quête.

Concernant le 4°, l'utilisation de produits euthanasiques est réservée uniquement à un vétérinaire.

Concernant le 6°, l'utilisation de silencieux et de lunettes de visée nocturne est permise uniquement aux agents de l'Administration. Les titulaires de droit de chasse et leurs gardes champêtres particuliers peuvent également utiliser ces accessoires pour autant que la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes par l'autorité fédérale les y autorise.

Art. 20. Le non-respect des obligations prévues par la présente section est sanctionné par l'amende mentionnée à l'article 7, paragraphe 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Il ouvre en outre la possibilité pour l'Administration d'organiser elle-même sur le territoire du contrevenant des actions de destruction du Sanglier à partir du 1^{er} novembre 2019.

Cette possibilité peut également être mise en œuvre à partir du 1^{er} novembre 2019 si l'Administration juge que les prélèvements réalisés en Sanglier sur un territoire donné sont insuffisants par rapport à la population de sangliers qui y est encore présente.

CHAPITRE V. — *De la recherche du gibier blessé en chasse ou en destruction.*

Art. 21. Dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'usage d'un chien est permis pour rechercher un gibier blessé en vue de l'achever uniquement si le chien est tenu à la longe.

Le chien peut être libéré de sa longe pour immobiliser le gibier blessé, uniquement dans la zone d'observation renforcée et dans la zone de vigilance.

CHAPITRE VI. — *De la recherche des cadavres de sangliers.*

Art. 22. La recherche des cadavres de sangliers dans la zone infectée est effectuée uniquement par les agents de l'Administration.

L'Administration peut faire appel pour cette tâche au personnel de la Défense nationale, aux titulaires de droit de chasse et à leurs gardes champêtres particuliers, aux propriétaires, ainsi qu'à tout autre personne qu'elle mandate expressément à cette fin.

Art. 23. La recherche peut être pratiquée sur toute propriété publique ou privée, en ce compris les propriétés sur lesquelles le droit de chasse n'est pas exercé et les réserves naturelles.

Les propriétaires et ayant-droits ne peuvent s'opposer à la recherche, sauf dans les propriétés constitutives d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution.

CHAPITRE VII. — *De l'enlèvement et de la destination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus en destruction.*

Art. 24. Tout sanglier retrouvé mort dans les trois zones mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est signalé immédiatement à l'Administration. Il est interdit d'y toucher.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour le transport du cadavre vers un centre de collecte.

Art. 25. Tous les sangliers abattus en destruction doivent obligatoirement être transportés en entier vers un centre de collecte désigné par l'Administration dans le respect des règles de biosécurité.

L'enlèvement et le transport de ces sangliers se fait obligatoirement sous la supervision d'une personne ayant suivi la formation en biosécurité visée à l'article 1^{er}.

Art. 26. Les cadavres sont détruits sous contrôle officiel après prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine.

Les prélèvements sur les sangliers abattus dans la zone de vigilance peuvent ne concerner qu'un échantillon de ceux-ci.

CHAPITRE VIII. — *De la surveillance passive du sanglier sur tout le territoire de la Région wallonne.*

Art. 27. Tout sanglier retrouvé mort en dehors des trois zones visées à l'article 1^{er} est signalé immédiatement à l'Administration. Il est interdit d'y toucher.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour que le sanglier fasse l'objet de prélèvements en vue de tests pour la détection de la peste porcine africaine et pour que son cadavre soit détruit sous contrôle officiel.

Le présent article ne s'applique pas aux sangliers morts à la suite d'une collision avec un véhicule.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers est abrogé.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Art. 30. Le Ministre de la Nature et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE

Description des différentes zones définies dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine**Description****A. Zone infectée**

La zone infectée est délimitée extérieurement par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

- La N88, depuis son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange jusqu'à son intersection avec la N811 au niveau de Bicaumont.
- La N811 jusqu'à son intersection avec la rue Baillet Latour.
- La rue Baillet Latour jusqu'à son intersection avec la N88.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N871 au niveau de Dampicourt.
- La N871 jusqu'à la frontière française.
- La frontière française vers le nord jusqu'à son intersection avec la N895 à hauteur de Limes.
- La N895 jusqu'à son intersection avec la N88 à Limes.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N891 au niveau de Gérrouville.
- La N891 jusqu'à son intersection avec la N83 au niveau de Jamoigne.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Florenville.

- La N85 jusqu'à son intersection avec la N894
- La N894 jusqu'à son intersection avec la rue de La Motte au niveau de Suxy.
- La rue de la Motte puis la rue de Neufchâteau jusqu'à sa séparation en deux branches.
- La branche droite de la rue de Neufchâteau, puis la route forestière non nommée qui rejoint la rue des Bruyères à Assenois.
- La rue des Bruyères jusqu'à la N801.
- La N801 jusqu'à son intersection avec la rue de l'Accord au niveau d'Assenois.
- La rue de l'Accord et la rue du Fet jusqu'à son intersection avec la N40.
- La N40 jusqu'à son intersection jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la N81 au niveau de Weyler.
- La N81 jusqu'à son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange.
- La N883 jusqu'à son intersection avec la N88.

B. Zone d'observation renforcée

La zone d'observation renforcée est délimitée par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

Partie Sud

- La frontière luxembourgeoise depuis son intersection avec la A4/E25/E411 au niveau de Sterpenich jusqu'à son intersection avec la frontière française.
- La frontière française jusqu'à son intersection avec la N871 au niveau de Lamorteau.
- La N871 jusqu'à son intersection avec la N88 à proximité de Dampicourt.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la rue Baillet Latour au niveau de Latour.
- La rue Baillet Latour jusqu'à son intersection avec la N811.
- La N811 jusqu'à son intersection avec la N88.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange.
- La N883 jusqu'à son intersection avec la N81.
- La N81 jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411 au niveau de Weyler.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la frontière luxembourgeoise au niveau de Sterpenich.

Partie Nord-Ouest

- La frontière française à partir de son intersection avec la N895 au niveau de Limes jusqu'à son intersection avec la rue Mersinhat au niveau de Chassepierre.
- La rue Mersinhat jusqu'à son intersection avec la N818.
- La N818 jusqu'à son intersection avec la N83.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la rue des Sources au niveau de Chassepierre.
- La rue des Sources, la rue Antoine, la rue de la Cure et la rue du Breux jusqu'à son intersection avec la rue Blondiau au niveau de Laiche.
- La rue Blondiau et Nouvelle Chiyue jusqu'à son intersection avec la rue de Martué au niveau de Martué.
- La rue de Martué jusqu'à son intersection avec la rue des Aubépines au niveau de Lacuisine.
- La rue des Aubépines jusqu'à son intersection avec la N85.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N845 au niveau de Neufchâteau.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N40.
- La N40 jusqu'à son intersection avec la N802 au niveau d'Offaing.
- La N802 jusqu'à son intersection avec la N825.
- La N825 jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de la sortie Légglise.
- La N40 jusqu'à son intersection avec la rue du Fet.
- La rue du Fet jusqu'à son intersection avec la rue de l'Accord à Assenois.
- La rue de l'Accord jusqu'à son intersection avec la N801.
- La N801 jusqu'à son intersection avec la rue des Bruyères.
- La rue des Bruyères qui se prolonge en route forestière non nommée jusqu'à la rue de Neufchâteau au niveau de Suxy.
- La rue de Neufchâteau puis la rue de la Motte jusqu'à son intersection avec la N894.
- La N894 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Lacuisine.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N83 au niveau de Florenville.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la N891 au niveau de Jamoigne.
- La N891 jusqu'à son intersection avec la N88 au niveau de Gérouville.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N895 au niveau de Limes.
- La N895 jusqu'à son intersection avec la frontière française.

C. Zone de vigilance

La zone de vigilance est délimitée par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

Partie Est

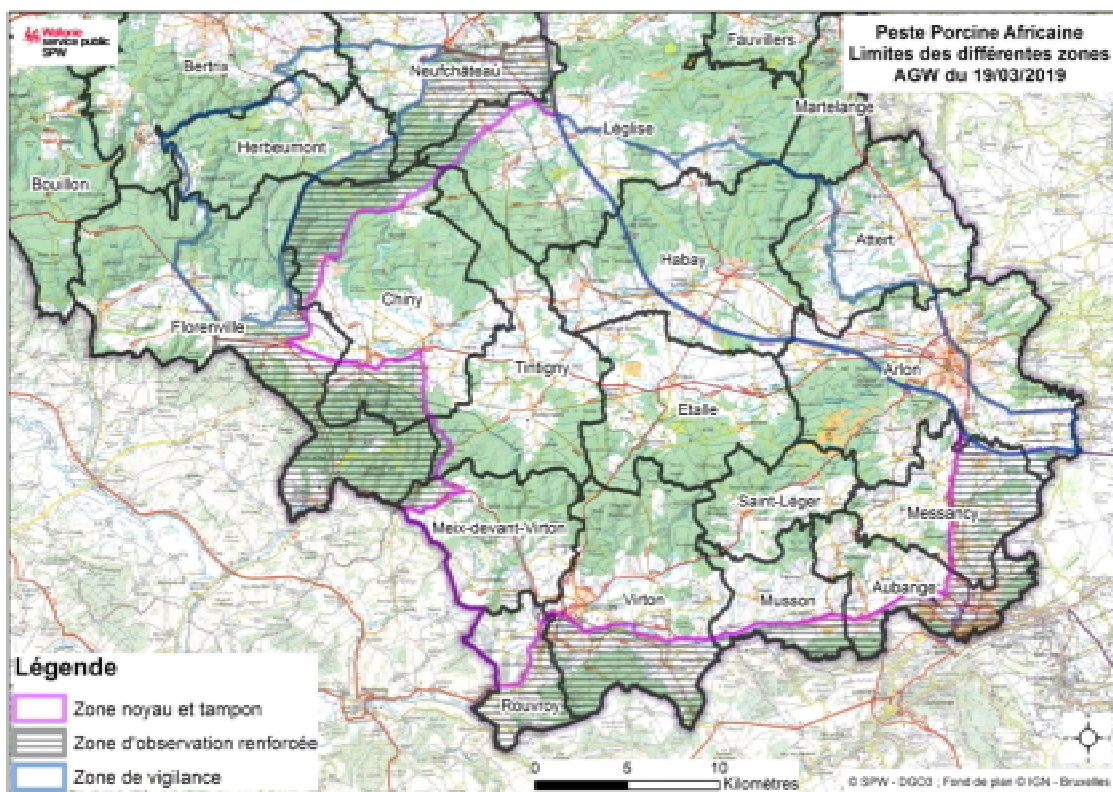
- L'autoroute A4/E25/E411 depuis son intersection avec la frontière luxembourgeoise au niveau de Sterpenich jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de Légglise.
- La N40 jusqu'à son intersection avec la rue du Tombois au niveau de Behême.
- La rue du Tombois jusqu'à la rue du Pierroy au niveau de Louftémont.
- La rue du Pierroy, la rue Saint-Orban et la rue Saint-Aubin jusqu'à la rue des Cottages au niveau de Vlessart.
- La rue des Cottages et la rue de Relune jusqu'à son intersection avec la N867.
- La N867 jusqu'à son intersection avec la N87 au niveau d'Heinstert.

- La N87 jusqu'à son intersection avec la rue du Burgknapp à Heinstert.
- La rue du Burgknapp jusqu'à son intersection avec la rue de la Halte à Nobressart.
- La rue de la Halte jusqu'à son intersection avec la rue du Centre.
- La rue du Centre et la rue de l'Eglise jusqu' Thiaumont.
- La rue du Marquisat, la rue de la Carrière et la rue de la Lorraine jusque Lischert.
- La rue du Beynert et Millewee jusqu'à son intersection avec la N4 au niveau de Metzert.
- La N4 jusqu'à son intersection avec la frontière luxembourgeoise.
- La frontière luxembourgeoise jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.

Partie Ouest

- La N83 depuis son intersection avec la rue des Sources au niveau de Chassepierre jusqu'à son intersection avec la N884.
- La N884 jusqu'à son intersection avec la N824.
- La N824 jusqu'à son intersection avec Le Routeux au niveau de Gribomont.
- Le Routeux, la rue d'Orgéo et la rue de la Vierre jusqu'à son intersection avec la rue du Bout-d'en-Bas au niveau d'Orgéo.
- La rue du Bout-d'en-Bas, la rue Sous l'Eglise, la rue Notre-Dame et la rue du Centre jusqu'à son intersection avec la N845 au niveau de Biourge.
- La N845 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Neufchâteau.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la rue des Aubépines au niveau de Lacuisine.
- La rue des Aubépines jusqu'à son intersection avec la rue de Martué.
- La rue de Martué, Nouvelle Chiyue jusqu'à son intersection avec la rue Blondiau au niveau de Laiche.
- La rue Blondiau, la rue du Breux, la rue de la Cure, la rue Antoine et la rue des Sources jusqu'à son intersection avec la N83.

Carte



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Namur, le 6 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/13387]

6. JUNI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 1^{ter}, 9^{bis} § 1, und 12^{ter}, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, Artikel 7 § 1, und 10, abgeändert durch die Dekrete vom 14. Juli 1994, vom 16. Februar 2017 und vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen;

Aufgrund des am 5. Juni 2019 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 6. Juni 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 4. Juni 2019;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind und die eine Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen umfassen können;

In der Erwägung, dass die Seuche seitdem bei Wildschweinen weiterhin beobachtet wird, obwohl erhebliche Anstrengungen unternommen wurden, um infizierte Wildschweinkadaver zu beseitigen und die noch in dem Seuchengebiet vorhandenen Wildschweine zu vernichten;[00e2][0080][0088]

In der Erwägung, dass die Geburten des Jahres 2019 inzwischen stattgefunden haben und dass es daher bald zu einem erneuten Aufkeimen der Krankheit kommen wird, das unverzüglich bekämpft werden muss;

In der Erwägung, dass es daher wichtig ist, zu Beginn des Jagdjahres 2019-2020 verstärkte Maßnahmen zu ergreifen, die die Inhaber des Jagdrechts verpflichten, ihre Jagdgebiete von Wildschweinen zu befreien, um so einen wirksamen seuchenfreien Bereich zu schaffen, der die Ausbreitung der Krankheit nach Norden und insbesondere in Richtung des Ardenner Waldmassivs verhindert;

In der Erwägung, dass es im Hinblick auf eine größere Wirksamkeit unerlässlich ist, die betreffenden Inhaber des Jagdrechts so bald wie möglich über diese Maßnahmen zu informieren, um ihre Jagdvorrechte während der nächsten, am 1. Juli 2019 beginnenden Jagdsaison entsprechend zu organisieren und wirksam auszuüben;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

2° Sammelstelle: von der Verwaltung bezeichneter Ort, zu dem Wildschweine, die in den unter den Ziffern 5, 6 und 7 genannten Gebieten verendet aufgefunden oder erlegt wurden, zwecks der Entnahme von Proben für die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest unbedingt befördert werden müssen;

3° Forstamtleiter: der Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen, in dessen Zuständigkeitsbereich der größte Teil der Fläche des Jagdgebiets liegt;

4° Biosicherheitsausbildung: von der Verwaltung organisierte Ausbildung in Bezug auf die Regeln für die Beseitigung und den Transport von verendeten Wildschweinen, um das Risiko der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest während dieser Maßnahmen zu begrenzen;

5° Seuchengebiet: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, einschließlich aller Gebiete, in denen positiv auf die Afrikanische Schweinepest getestete Wildschweine aufgefunden wurden;

6° verstärkte Beobachtungszone: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, das sich in unmittelbarer Nähe des Seuchengebiets befindet und in dem die Wahrscheinlichkeit, mit dem Virus der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine zu finden, groß ist;

7° Wachsamkeitszone: Einsatzgebiet für die Bekämpfung der Seuche, das sich rund um die verstärkte Beobachtungszone befindet und in dem die Wahrscheinlichkeit, mit dem Virus der Afrikanischen Schweinepest infizierte Wildschweine zu finden, geringer ist, als in der verstärkten Beobachtungszone.

8° unter der Flinte suchender Hund: Stöberhund, dessen Aufgabe es ist, das gesuchte Wild zu suchen und aufzustöbern, ohne es dabei über weite Strecken zu verfolgen.“

Die in Absatz 1 Ziffern 5, 6 und 7 angeführten Zonen werden in dem Anhang zu dem vorliegenden Erlass beschrieben und dargestellt.

KAPITEL II — *Fütterung von Großwild*

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild, ist die Fütterung von Großwild in den drei in Artikel 1 Absatz 1 erwähnten Zonen untersagt.

KAPITEL III — *Jagd**Abschnitt 1 — Im Seuchengebiet*

Art. 3 - In Abweichung der Artikel 4 bis 15, 18 und 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 ist die Jagd im Seuchengebiet auf alle Wildarten sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst für das Jagdjahr 2019-2020 untersagt.

Art. 4 - § 1. Der Inhaber des Jagdrechts kann beim Forstamtleiter eine Abweichung von dem in Artikel 3 erwähnten Verbot für alle Wildarten mit Ausnahme von Wildschweinen beantragen.

Diese Abweichung kann nur für die Ansitzjagd mit Schusswaffen auf Wild gewährt werden, dessen Jagd in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 eröffnet ist.

In der Abweichung sind die Bedingungen festgelegt, die erfüllt sein müssen, um jagen zu können. Diese Abweichung kann jederzeit geändert und widerrufen werden.

§ 2. Je nach Entwicklung der epidemiologischen Situation kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, beschließen, die Jagd in dem gesamten Seuchengebiet oder einen Teil davon auf andere Jagdarten als die Ansitzjagd auszudehnen.

Die Entscheidung des Ministers gilt von Amts wegen für alle Begünstigten in dem von einer Abweichung gemäß Paragraph 1 betroffenen Gebiet.

Art. 5 - Die Ansitzjagd in der Nähe einer Kirrstelle für Wildschweine im Seuchengebiet ist erlaubt.

Abschnitt 2 — In der verstärkten Beobachtungszone und der Wachsamkeitszone

Art. 6 - In Abweichung von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2016 zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2016 bis zum 30. Juni 2021 ist die Jagd auf Wildschwein in der verstärkten Beobachtungszone und in der Wachsamkeitszone sowohl auf dem freien Feld als auch im Forst für das Jagdjahr 2019-2020 untersagt.

Art. 7 - § 1. Es ist verboten, andere Hunde als unter der Flinte suchende Hunde zur Treibjagd und Stöberjagd in der verstärkten Beobachtungszone und in der Wachsamkeitszone einzusetzen.

§ 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, kann beschließen, den Einsatz von Hunden einzuschränken oder auszudehnen.

KAPITEL IV — *Vernichtung der Wildschweine zur Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest**Abschnitt 1 — Im Seuchengebiet*

Art. 8 - Die Vernichtung der Wildschweine im Seuchengebiet wird von den Personalmitgliedern der Verwaltung und ihren Mitarbeitern durchgeführt sowie von den Inhabern des Jagdrechts, denen eine Abweichung von dem Jagdverbot gewährt wird, wenn sie sich auf der Jagd befinden.

Die Verwaltung kann die Inhaber des Jagdrechts auch dann, wenn sie sich nicht auf der Jagd befinden, zur Vernichtung von Wildschweinen benennen, ebenso wie ihre Privatfeldhüter sowie jede andere vom Inhaber vorgeschlagene Person. Sie legt die Bedingungen für ihre Intervention fest, insbesondere die Mittel, die unter den in Artikel 12 genannten Mitteln eingesetzt werden können.

Art. 9 - Ziel der Zerstörung ist es, das Wildschwein bis zum 31. Dezember 2019 vollständig aus dem Seuchengebiet zu entfernen.

Art. 10 - Die Vernichtung des Wildschweins kann bei Tag oder bei Nacht erfolgen.

Art. 11 - Die Vernichtung durch die Bediensteten der Verwaltung kann auf jeglichem öffentlichem oder privatem Eigentum durchgeführt werden, einschließlich auf dem Eigentum, auf dem das Jagdrecht nicht ausgeübt wird, sowie in den Naturschutzgebieten, in denen dabei von dem im ersten Gedankenstrich von Artikel 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Verbot abgewichen wird.

Die Eigentümer und Begünstigten dürfen sich dieser Vernichtung nicht widersetzen, mit Ausnahme in den Besitztümern, die eine Privatwohnung im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

Art. 12 - Die Vernichtung kann mit folgenden Mitteln erfolgen:

1° Netzen, Fallen, trichterförmigen Netzen, Fangkörben und sonstigen gleichartigen Vorrichtungen, die den Fang von Wildschweinen ermöglichen,

2° nicht vergifteten Ködern,

3° Lichtquellen,

4° Euthanasiemitteln,

5° Feuerwaffen,

6° Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten;

7° unter der Flinte suchenden Hunden.

Was Ziffer 4 betrifft, so ist die Verwendung von Euthanasiemittel ausschließlich einem Tierarzt vorbehalten.

Was Ziffer 6 betrifft, so ist die Verwendung von Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten nur den Bediensteten der Verwaltung gestattet. Die Inhaber des Jagdrechts und ihre Privatfeldhüter dürfen dieses Zubehör ebenfalls verwenden, sofern das Gesetz vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen durch die Föderalbehörde sie dazu ermächtigt.

Art. 13 - Jede Vernichtung eines Wildschweins ist vor dem Abtransport Gegenstand einer Feststellung durch einen Bediensteten der Verwaltung.

Abschnitt 2 — In der verstärkten Beobachtungszone und der Wachsamkeitszone

Art. 14 - In der verstärkten Beobachtungszone und der Wachsamkeitszone sind die Inhaber des Jagdrechts verpflichtet, die Wildschweine in ihrem Gebiet unter den in den Artikeln 16 bis 19 festgelegten Bedingungen zu vernichten.

Art. 15 - Ziel dieser Vernichtung ist es, die Wildschweine bis spätestens 31. Dezember 2019 vollständig aus diesen beiden Zonen zu entfernen, wobei der Großteil der Abschusszahlen zur Verwirklichung dieses Ziels bis zum 30. November 2019 erreicht werden muss.

Art. 16 - Die Vernichtung kann bei Tag oder bei Nacht erfolgen.

Die Vernichtung kann während der Jagd auf andere Wildarten als Wildschweine durchgeführt werden.

Art. 17 - Um das in Artikel 15 genannte Ziel zu erreichen, sind die Inhaber des Jagdrechts unbeschadet der anderen Mittel, die in Anwendung von Artikel 19 durchgeführt werden können, verpflichtet, so viele Vernichtungstreibjagden in ihrem Jagdgebiet durchzuführen, wie erforderlich sind, um sicherzustellen, dass in jeder eine Einfriedung ihres Jagdgebiet zwischen dem 1. September und dem 30. November 2019 mindestens zweimal eine Treibjagd stattfindet.

In den Gebieten mit einhundert bis zweihundertfünfzig Hektar Wald oder mehr gilt eine Treibjagd in einer Einfriedung als effektiv durchgeführt, wenn sie von mindestens 5 bewaffneten oder unbewaffneten Treibern durchquert und von mindestens 10 bewaffneten Jägern umstellt ist.

In den Gebieten mit zweihundertfünfzig bis fünfhundert Hektar Wald oder mehr gilt eine Treibjagd in einer Einfriedung als effektiv durchgeführt, wenn sie von mindestens 8 bewaffneten oder unbewaffneten Treibern durchquert und von mindestens 15 bewaffneten Jägern umstellt ist.

In den Gebieten mit mehr als fünfhundert Hektar Wald oder mehr gilt eine Treibjagd in einer Einfriedung als effektiv durchgeführt, wenn sie von mindestens 10 bewaffneten oder unbewaffneten Treibern durchquert und von mindestens 20 bewaffneten Jägern umstellt ist.

Art. 18 - § 1. Um die Kontrolle der in Artikel 17 genannten Verpflichtung zu gewährleisten, stellt jeder Inhaber des Jagdrechts dem Forstamtleiter folgendes zur Verfügung:

1° vor dem 1. August 2019:

a) eine Karte seines Gebiets, die die Grenzen der verschiedenen Einfriedungen zeigt, die die gesamte Fläche seines Gebiets betreffen müssen;

b) den vorläufigen Kalender seiner gesamten Treibjagden für die Jagdsaison 2019-2020;

2° innerhalb von achtundvierzig Stunden nach jedem Tag der Treibjagd:

a) die Anzahl der bewaffneten Jäger und die Anzahl der Treiber, die an diesem Tag teilgenommen haben;

b) die Angabe der an diesem Tag beschrifteten Einfriedungen;

c) die Anzahl der gesichteten Wildschweine und die Anzahl der geschossenen Wildschweine in jeder beschrifteten Einfriedung.

§ 2. Jede Vernichtung eines Wildschweins ist vor dem Abtransport aus dem Gebiet Gegenstand einer Feststellung durch einen Bediensteten der Verwaltung.

Art. 19 - Die Vernichtung kann mit folgenden Mitteln erfolgen:

1° Netzen, Fallen, trichterförmigen Netzen, Fangkörben und sonstigen gleichartigen Vorrichtungen, die den Fang von Wildschweinen ermöglichen,

2° nicht vergifteten Ködern,

3° Lichtquellen,

4° Euthanasiemitteln,

5° Feuerwaffen,

6° Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten;

7° unter der Flinte suchenden Hunden.

Was Ziffer 4 betrifft, so ist die Verwendung von Euthanasiemittel ausschließlich einem Tierarzt vorbehalten.

Was Ziffer 6 betrifft, so ist die Verwendung von Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten nur den Bediensteten der Verwaltung gestattet. Die Inhaber des Jagdrechts und ihre Privatfeldhüter dürfen dieses Zubehör ebenfalls verwenden, sofern das Gesetz vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen durch die Federalbehörde sie dazu ermächtigt.

Art. 20 - Die Nichteinhaltung der in diesem Abschnitt festgelegten Verpflichtungen wird mit einer Geldbuße gemäß Artikel 7 Paragraph 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd geahndet.

Diese Nichteinhaltung eröffnet der Verwaltung auch die Möglichkeit, ab dem 1. November 2019 auf dem Gebiet des Zuwiderhandelnden selbst Maßnahmen zur Vernichtung des Wildschweins zu organisieren.

Diese Möglichkeit kann auch ab dem 1. November 2019 in Anspruch genommen werden, wenn die Verwaltung der Ansicht ist, dass die Abschusszahlen für Wildschweine in einem bestimmten Gebiet im Verhältnis zu den dort noch vorhandenen Wildschweinbeständen unzureichend sind.

KAPITEL V — Suche nach Wild, das bei der Jagd oder bei Vernichtungsmaßnahmen verwundet wurde

Art. 21 - In den drei in Artikel 1 Absatz 1 erwähnten Zonen ist der Einsatz eines Hundes nur dann erlaubt, um verwundetes Wild aufzuspüren, damit es getötet werden kann, wenn der Hund an der Laufleine gehalten wird.

Nur in der verstärkten Beobachtungszone und der Wachsamkeitszone kann der Hund von der Laufleine genommen werden, um das verletzte Wild zu stellen.

KAPITEL VI — *Suche nach verendeten Wildschweinen*

Art. 22 - Die Suche nach verendeten Wildschweinen im Seuchengebiet wird nur von Bediensteten der Verwaltung durchgeführt.

Die Verwaltung kann sich diesbezüglich an die Personalmitglieder der Landesverteidigung, die Inhaber von Jagdrechten und deren Privatfeldhüter, die Eigentümer und jede sonstige Person wenden, die sie zu diesem Zweck ausdrücklich beauftragt.

Art. 23 - Die Suche kann auf jeglichem öffentlichen oder privaten Eigentum, einschließlich auf dem Eigentum, auf dem das Jagdrecht nicht ausgeübt wird, sowie in den Naturschutzgebieten durchgeführt werden.

Die Eigentümer und Begünstigten dürfen sich dieser Suche nicht widersetzen, mit Ausnahme in den Besitztümern, die eine Privatwohnung im Sinne von Artikel 15 der Verfassung darstellen.

KAPITEL VII — *Beseitigung und Zweckbestimmung der verendet aufgefundenen oder im Rahmen einer Vernichtungsmaßnahme erlegten Wildschweine*

Art. 24 - Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes in einer der in Artikel 1 Absatz 1 erwähnten Zonen verendet aufgefundene Wildschwein zu informieren. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um den Tierkörper zu einer Sammelstelle zu bringen.

Art. 25 - Alle im Rahmen einer Vernichtungsmaßnahme erlegten Wildschweine müssen ganz und unter Einhaltung der Regeln in Sachen Biosicherheit in eine von der Verwaltung bezeichnete Sammelstelle transportiert werden.

Die Beseitigung und der Transport dieser Wildschweine muss unter der Aufsicht einer Person erfolgen, die die Biosicherheitsausbildung gemäß Artikel 1 absolviert hat.

Art. 26 - Nach der Probenahme im Hinblick auf die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest werden die Tierkörper unter amtlicher Kontrolle vernichtet.

Im Fall von Wildschweinen, die in der Wachsamkeitszone erlegt wurden, ist es zulässig, dass die entnommenen Proben nur eine Auswahl von Tieren betreffen.

KAPITEL VIII — *Passive Überwachung der Wildschweine auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region*

Art. 27 - Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes außerhalb der in Artikel 1 erwähnten drei Zonen verendet aufgefundene Wildschwein zu informieren. Es ist untersagt, das Tier zu berühren.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass das Wildschwein Gegenstand einer Probenahme im Hinblick auf die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest ist und der Tierkörper unter amtlicher Kontrolle vernichtet wird.

Der vorliegende Artikel ist nicht anwendbar auf Wildschweine, die nach einem Verkehrsunfall verendet sind.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

Art. 28 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen wird aufgehoben.

Art. 29 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2019 in Kraft.

Art. 30 - Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

ANHANG

Beschreibung der verschiedenen Zonen, die im Rahmen der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest festgelegt wurden

Beschreibung**A. Seuchengebiet**

Die Außengrenzen des Seuchengebiets verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- Die N88 von der Kreuzung mit der N833 auf Höhe von Aubange bis zur Kreuzung mit der N811 auf Höhe von Bicaumont.

- die N811 bis zur Kreuzung mit der rue Baillet Latour.

- die rue Baillet Latour bis zur Kreuzung mit der N88.

- die N88 bis zur Kreuzung mit der N871 auf Höhe von Dampicourt.

- die N871 bis zur französischen Grenze.

- die französische Grenze in Richtung Norden bis zur Kreuzung mit der N895 auf Höhe von Limes.

- die N895 bis zur Kreuzung mit der N88 in Limes.

- die N88 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Gérouville.

- die N891 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Jamoigne.

- die N83 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Florenville.

- die N85 bis zur Kreuzung mit der N894.

- die N894 bis zur Kreuzung mit der rue de la Motte auf Höhe von Suxy.
- die rue de la Motte, dann die rue de Neufchâteau bis zu ihrer Abzweigung.
- der rechte Abzweig der Rue de Neufchâteau, dann die unbenannte Forststraße, die in Assenois in die Rue des Bruyères mündet.
- die rue des Bruyères bis zur N801.
- die N801 bis zur Kreuzung mit der rue de l'Accord auf Höhe von Assenois.
- die rue de l'Accord und die rue du Fet bis zur Kreuzung mit der N40.
- die N40 bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.
- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der N81 auf Höhe von Weyler.
- die N81 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange.
- die N883 bis zur Kreuzung mit der N88.

B. Verstärkte Beobachtungszone

Die Grenzen der verstärkten Beobachtungszone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

Südlicher Teil

- die luxemburgische Grenze von der Kreuzung mit der A4/E25/E411 auf Höhe von Sterpenich bis zur Kreuzung mit der französischen Grenze.
- die französische Grenze bis zur Kreuzung mit der N871 auf Höhe von Lamorteau.
- die N871 bis zur Kreuzung mit der N88 in der Nähe von Dampicourt.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der rue Baillet Latour auf Höhe von Latour.
- die rue Baillet Latour bis zur Kreuzung mit der N811.
- die N811 bis zur Kreuzung mit der N88.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange.
- die N883 bis zur Kreuzung mit der N81.
- die N81 bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411 auf Höhe von Weyler.
- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze auf Höhe von Sterpenich.

Nordwestlicher Teil

- die französische Grenze ab der Kreuzung mit der N895 auf Höhe von Limes bis zur Kreuzung mit der rue Mersinhat auf Höhe von Chassepierre.
- die rue Mersinhat bis zur Kreuzung mit der N818.
- die N818 bis zur Kreuzung mit der N83.
- die N83 bis zur Kreuzung mit der rue des Sources auf Höhe von Chassepierre.
- die rue des Sources, die rue Antoine, die rue de la Cure und die rue du Breux bis zur Kreuzung mit der rue Blondiau auf Höhe von Laiche.
- die rue Blondiau und die Nouvelle Chiyue bis zur Kreuzung mit der rue de Martué auf Höhe von Martué.
- die rue Martué bis zur Kreuzung mit der rue des Aubépines auf Höhe von Lacuisine.
- die rue des Aubépines bis zur Kreuzung mit der N85.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der N845 auf Höhe von Neufchâteau.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der N40.
- die N40 bis zur Kreuzung mit der N802 auf Höhe von Offaing.
- die N802 bis zur Kreuzung mit der N825.
- die N825 bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.
- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe der Ausfahrt Léglise.
- die N40 bis zur Kreuzung mit der rue du Fet.
- die rue du Fet bis zur Kreuzung mit der rue de l'Accord in Assenois.
- die rue de l'Accord bis zur Kreuzung mit der N801.
- die N801 bis zur Kreuzung mit der rue des Bruyères.
- die rue des Bruyères, die durch eine unbenannte Forststraße verlängert wird, bis zur rue de Neufchâteau bei Suxy.
- die rue de Neufchâteau, dann die rue de la Motte bis zur Kreuzung mit der N894.
- die N894 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Lacuisine.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Florenville.
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Jamoigne.
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N88 auf Höhe von Gérouville.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der N895 auf Höhe von Limes.
- die N895 bis zur Kreuzung mit der französischen Grenze.

C. Wachsamkeitszone

Die Grenzen der Wachsamkeitszone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

Östlicher Teil

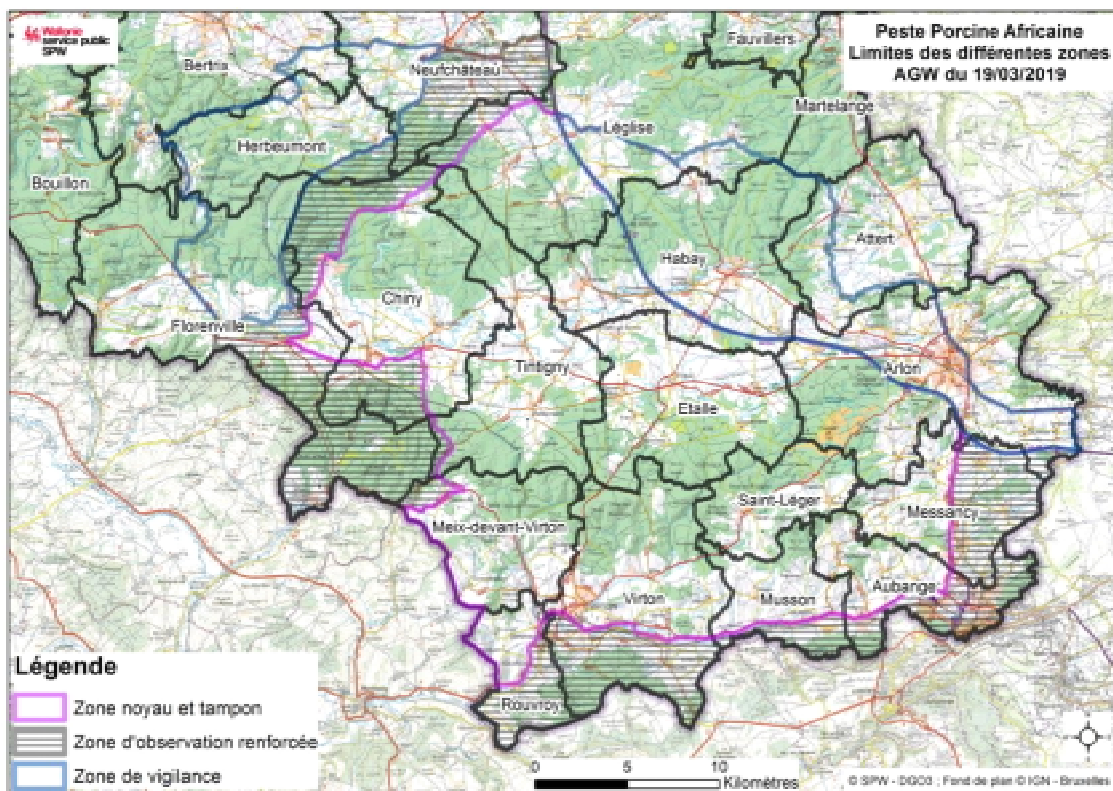
- die Autobahn A4/E25/E411 von der Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze auf Höhe von Sterpenich bis zur Kreuzung mit der mit der N40 auf Höhe von Léglise.
- die N40 bis zur Kreuzung mit der rue du Tombois auf Höhe von Behême.
- die rue du Tombois bis zur la rue du Pierroy auf Höhe von Louftémont.
- die rue du Pierroy, die rue Saint-Orban und die rue Saint-Aubin bis zur rue des Cottages auf Höhe von Vlessart.
- die rue des Cottages und die rue de Relune bis zur Kreuzung mit der N867.
- die N867 bis zur Kreuzung mit der N87 auf Höhe von Heinstert.
- die N87 bis zur Kreuzung mit der rue du Burgknapp in Heinstert.
- die rue du Burgknapp bis zur Kreuzung mit der rue de la Halte in Nobressart.

- die rue de la Halte bis zur Kreuzung mit der rue du Centre.
- die rue du Centre und die rue de l'Eglise bis Thiaumont.
- die rue du Marquisat, die rue de la Carrière und die rue de la Lorraine bis Lischert.
- die rue du Beynert et Millewee bis zur Kreuzung mit der N4 auf Höhe von Metzert.
- die N4 bis zur Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze.
- die luxemburgische Grenze bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.

Westlicher Teil

- die N83 von der Kreuzung mit der la rue des Sources auf Höhe von Chassepierre bis zur Kreuzung mit der N884.
- die N884 bis zur Kreuzung mit der N824.
- die N824 bis zur Kreuzung mit Le Routeux auf Höhe von Gribomont.
- Le Routeux, die rue d'Orgéo und die rue de la Vierre bis zur Kreuzung mit der rue du Bout-d'en-Bas auf Höhe von Orgeo;
- die rue du Bout-d'en-Bas, die rue Sous l'Eglise, die rue Notre-Dame und die rue du Centre bis zur Kreuzung mit der N845 auf Höhe von Biourge.
- die N845 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Neufchâteau.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der rue des Aubépines auf Höhe von Lacuisine.
- die rue des Aubépines bis zur Kreuzung mit der rue de Martué.
- die rue de Martué, die Nouvelle Chiyue bis zur Kreuzung mit der rue Blondiau auf Höhe von Laiche.
- die rue Blondiau, die rue du Breux, die rue de la Cure, die rue Antoine und die rue des Sources bis zur Kreuzung mit der N83.

Karte



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen beigelegt zu werden.

Namur, den 6. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/13387]

6 JUNI 2019. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikel 1^{ter}, 9^{bis}, § 1, en 12^{ter}, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, de artikelen 7, § 1, en 10, gewijzigd bij de decreten van 14 juli 1994, 16 februari 2017 en 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 juni 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 2019;

Gelet op het rapport van 4 juni 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een besmet gebied en aangepaste, daar toe te passen, maatregelen, waaronder de opschorting van de jacht en het verbod tot bijvoeden van de wilde zwijnen ;

Overwegende dat de ziekte sindsdien nog altijd waargenomen wordt bij de wilde zwijnen, ondanks de aanzienlijke inspanningen die zijn gedaan om de karkassen van besmette wilde zwijnen te verwijderen en de in het besmette gebied nog steeds aanwezige wilde zwijnen te vernietigen ;

Overwegende dat de geboorteperiode 2019 nu voorbij is en dat dit bijgevolg weldra zal leiden tot de waarneming van een heropflakking van de epidemie die onverwijld bestreden dient te worden ;

Overwegende dat het bijgevolg van belang is om tegen het begin van het jachtjaar 2019-2020 te beschikken over versterkte maatregelen die de houders van het jachtrecht zullen verplichten tot het uitroeien van alle wilde zwijnen in hun jachtgebied om een werkzame sanitaire barrière in te stellen die de verspreiding van de ziekte naar het noorden, en meer in het bijzonder naar het Ardens massief, verhindert ;

Overwegende dat het met het oog op doelgerichtheid onontbeerlijk is dat de betrokken houders van het jachtrecht zo vroeg mogelijk worden ingelicht over bedoelde maatregelen met het oog op de daadwerkelijke en dienovereenkomstige organisatie en uitoefening van hun jachtprerogatieven tijdens het komend jachtseizoen dat op 1 juli 2019 aanvangt ;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° administratie : de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu ;

2° inzamelcentrum : plaats, aangewezen door de administratie, waar de dood aangetroffen of gedode wilde zwijnen uit de gebieden bedoeld in 5°, 6° en 7° verplicht naartoe gevoerd dienen te worden met het oog op het afnemen van stalen waarmee Afrikaanse varkenspest kan worden opgespoord;

3° houtvester : de houtvester van het Departement Natuur en Bossen territoriaal bevoegd voor het merendeel van het areaal van het jachtgebied ;

4° opleiding in de bioveiligheid : opleiding, georganiseerd door de administratie, betreffende de regels, welke in acht te nemen zijn bij het weghalen en afvoeren van dode wilde zwijnen om de risico's op verspreiding van Afrikaanse varkenspest bij deze verrichtingen te beperken;

5° besmet gebied : operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie rekening houdend met alle sites waar op Afrikaanse varkenspest positief bevonden wilde zwijnen zijn aangetroffen;

6° versterkt observatiegebied : operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie, gelegen rondom het besmet gebied, waarin de waarschijnlijkheid dat op Afrikaanse varkenspest positief reagerende wilde zwijnen aangetroffen zullen worden, hoog is;

7° waakzaamheidsgebied : operationeel gebied voor de beheersing van de epidemie, gelegen rondom het verstrekt observatiegebied, waarin de waarschijnlijkheid dat op Afrikaanse varkenspest positief reagerende wilde zwijnen aangetroffen zullen worden, minder hoog is dan in het versterkt observatiegebied ;

8° voorstaande jachthond : drijvende hond die het wild opspoot en opjaagt zonder het over een langere afstand te achtervolgen.

De drie gebieden bedoeld in lid 1, 5°, 6° en 7° worden omschreven en afgebeeld in de bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Bijvoeden van grof wild*

Art. 2. In afwijking van artikel 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild, is bijvoeding van grof wild verboden in de drie gebieden bedoeld in artikel 1, lid 1.

HOOFDSTUK III. — *Jacht**Afdeling 1.* — In het besmet gebied

Art. 3. In afwijking van de artikelen 4 tot 15, 18 en 19 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden, is de jacht op iedere wildsoort in het besmette gebied zowel in open veld als in bossen verboden voor het jachtjaar 2019-2020.

Art. 4. § 1. De houder van het jachtrecht kan bij de houtvester een afwijking aanvragen van het verbod bedoeld in artikel 3 voor alle andere soorten wild dan wild zwijn.

Deze afwijking kan enkel worden toegekend voor de drijfjacht met vuurwapens op wild zwijn waarvoor de jacht geopend is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden.

De afwijking stelt de voorwaarden vast, die in acht genomen dienen te worden om de jacht te kunnen uitoefenen. Genoemde afwijking kan te allen tijde gewijzigd en herroepen worden.

§ 2. In functie van de evolutie van de epidemiologische toestand kan de Minister bevoegd voor Jacht beslissen de jacht in het gehele besmette gebied of in een deel ervan uit te breiden naar andere jachtwijzen dan de drijfjacht met een vuurwapen.

De beslissing van de Minister is van ambtswege van toepassing op alle gerechtigden die in het betrokken gebied een afwijking als bedoeld in paragraaf 1 genieten.

Art. 5. De drijfjacht met een vuurwapen in de nabijheid van een plaats waar wild zwijn met voeder gelokt wordt in het besmette gebied is toegelaten.

Afdeling 2 — Versterkt observatiegebied en waakzaamheidsgebied

Art. 6. In afwijking van artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2016 waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht van 1 juli 2016 tot 30 juni 2021 vastgelegd worden, wordt de jacht op wild zwijn verboden in het versterkt observatiegebied en in het waakzaamheidsgebied, zowel in open veld als in bossen, voor het jachtjaar 2019-2020.

Art. 7. § 1. Het is verboden de jacht met drijfhand met andere honden dan voorstaande hond uit te oefenen in het versterkt observatiegebied en in het waakzaamheidsgebied.

§ 2. De Minister bevoegd voor Jacht kan beslissen, het gebruik van honden te beperken of uit te breiden.

HOOFDSTUK IV. — *Vernietiging van wilde zwijnen voor de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest**Afdeling 1.* — In het besmette gebied

Art. 8. In het besmette gebied wordt de vernietiging van wilde zwijnen door de personeelsleden van de administratie en hun medewerkers verricht, evenals door de houders van het jachtrecht die een afwijking van het jachtverbod genieten wanneer zij de jacht uitoefenen.

De administratie kan de houders van het jachtrecht, hun particuliere veldwachters aanwijzen om wild zwijn op andere wijze te vernietigen dan wanneer ze de jacht uitoefenen, evenals iedere andere persoon voorgedragen door de houder. Zij stelt de voorwaarden van hun optreden vast, met name de middelen die ingezet kunnen worden onder die vermeld in artikel 12.

Art. 9. De vernietiging strekt ertoe, om tegen 31 december 2019 wild zwijn volledig uit te roeien in het besmette gebied.

Art. 10. De vernietiging kan zowel overdag als 's nachts plaatsvinden.

Art. 11. De vernietiging kan door de personeelsleden van de administratie verricht worden op iedere publieke of privé-eigendom, met inbegrip van de eigendommen waarop het jachtrecht niet uitgeoefend wordt en in de natuurreservaten waarvoor afgeweken wordt van het verbod bedoeld bij artikel 11, eerste streepje, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud.

De eigenaars en rechthebbenden kunnen zich niet verweren tegen de vernietigingsverrichting, behoudens in de eigendommen die een privé-woonst vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

Art. 12. Voor de vernietiging kunnen als middelen of hulpmiddelen worden ingezet:

1° netten, valluiken, fuiken, specifiek voor gevangenneming omheinde stukken land en alle andere middelen om de wilde zwijnen levend gevangen te nemen;

2° niet-vergiftigde lokmiddelen ;

3° lichtbronnen ;

4° euthanaserende producten ;

5° vuurwapens ;

6° geluiddempers en nachtkijkers ;

7° voorstaande jachthonden.

Betreffende 4° is het gebruik van euthanaserende producten enkel aan veeartsen voorbehouden.

Betreffende 6° is het gebruik van geluiddempers en nachtkijkers enkel toegelaten voor de personeelsleden van de administratie. De houders van het jachtrecht en hun particuliere veldwachters kunnen eveneens die hulpmiddelen gebruiken voor zover de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens hen daartoe machigt.

Art. 13. Voor ieder vernietigd wild zwijn wordt door een personeelslid van de administratie, voor afvoer ervan, een vaststelling opgemaakt.

Afdeling 2 — In het versterkt observatiegebied en het waakzaamheidsgebied

Art. 14. In het versterkt observatiegebied en in het waakzaamheidsgebied hebben de houders van het jachtrecht de verplichting om wild zwijn te vernietigen op hun grondgebied tegen de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 16 tot 19.

Art. 15. Het doel van deze vernietiging is de totale uitroeiing van wild zwijn in beide gebieden tegen uiterlijk 31 december 2019, waarbij de afnames om dit doel te bereiken in hoofdzaak verricht moeten zijn tegen 30 november 2019.

Art. 16. De vernietiging kan zowel overdag als 's nachts plaatsvinden.

Zij kan verricht worden bij het uitoefenen van de jacht op andere wildsoorten dan wild zwijn.

Art. 17. Om het doel bedoeld in artikel 15 te bereiken, hebben de houders van het jachtrecht, onverminderd de andere middelen die overeenkomstig artikel 19 uitgevoerd kunnen worden, de verplichting om op hun grondgebied evenveel uitroeidrijfjachten te organiseren als nodig om ervoor te zorgen dat elk omsloten gebied in hun grondgebied minstens twee keer, tussen 1 september en 30 november 2019, aan jacht wordt onderworpen.

Voor de gebieden van honderd tot tweehonderd vijftig hectare bossen of meer wordt een omsloten gebied geacht, daadwerkelijk aan de jacht te zijn onderworpen indien het minstens door vijf al dan niet gewapende drijfjagers wordt doorlopen en door minstens tien gewapende jagers wordt omsingeld.

Voor de gebieden van tweehonderd vijftig tot vijfhonderd hectare bossen of meer wordt een omsloten gebied geacht, daadwerkelijk aan de jacht te zijn onderworpen indien het minstens door acht al dan niet gewapende drijfjagers wordt doorlopen en door minstens vijftien gewapende jagers wordt omsingeld.

Voor de gebieden van meer dan vijfhonderd hectare bossen of meer wordt een omsloten gebied geacht, daadwerkelijk aan de jacht te zijn onderworpen indien het minstens door tien al dan niet gewapende drijfjagers wordt doorlopen en door minstens tien gewapende jagers wordt omsingeld.

Art. 18. § 1. Om de controle op de verplichting bedoeld in artikel 17 na te gaan, verstrekt de houder van het jachtrecht de houtvester :

1° voor 1 augustus 2019 :

a) een kaart van zijn grondgebied met de grenzen van de verschillende omsloten gebieden die het totale areaal van zijn gebied moeten dekken ;

b) de kalender met alle voorziene drijfjachten voor het jachtseizoen 2019-2020 ;

2° binnen de achtenveertig uren volgend elke dag van drijfjacht :

a) het aantal gewapende jagers en het aantal drijfjagers die aan die dag hebben deelgenomen ;

b) de vermelding van de omsloten gebieden die op die dag doorlopen zijn ;

c) het aantal geziene wilde zwijnen en het aantal gesloten wilde zwijnen in elk doorlopen omsloten gebied.

§ 2. Iedere vernietiging van een wild zwijn maakt het voorwerp uit van een vaststelling door een personeelslid van de administratie voor de afvoer ervan buiten de grenzen van het gebied.

Art. 19. Voor de vernietiging kunnen als middelen of hulpmiddelen worden ingezet:

1° netten, valluiken, fuiken, specifiek voor gevangenneming omheinde stukken land en alle andere middelen om de wilde zwijnen levend gevangen te nemen;

2° niet-vergiftigde lokmiddelen ;

3° lichtbronnen ;

4° euthanaserende producten ;

5° vuurwapens ;

6° geluiddempers en nachtkijkers.

7° voorstaande jachthonden.

Betreffende 4° is het gebruik van euthanaserende producten enkel aan veeartsen voorbehouden.

Betreffende 6° is het gebruik van geluiddempers en nachtkijkers enkel toegelaten voor de personeelsleden van de administratie. De houders van het jachtrecht en hun particuliere veldwachters kunnen eveneens die hulpmiddelen gebruiken voor zover de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens hen daartoe machigt.

Art. 20. De niet-inachtneming van de verplichtingen bepaald bij deze afdeling wordt bestraft met de geldboete bedoeld in artikel 7, paragraaf 1, lid 3, van de jachtwet van 28 februari 1882.

Bovendien kan de niet-inachtneming ervan de administratie in de mogelijkheid stellen om zelf op het gebied van de overtreder vernietigingsacties van wild zwijn uit te voeren, vanaf 1 november 2019.

Deze mogelijkheid kan eveneens uitgevoerd worden vanaf 1 november 2019 als de administratie acht dat de afnames van wild zwijn, uitgevoerd op een gegeven gebied, onvoldoende zijn tegenover het nog aanwezige wilde zwijnenbestand.

HOOFDSTUK V. — Opsporen van door jacht of door vernietiging gewond geraakt wild

Art. 21. In de drie gebieden vermeld in artikel 1, lid 1, is de inzet van een hond toegelaten om gewond wild op te sporen met het oog op het doden ervan enkel als de hond aan de leiband gehouden wordt.

De hond kan, enkel in het versterkt observatiegebied en in het waakzaamheidsgebied, vrijgelaten worden om gewond wild te immobiliseren.

HOOFDSTUK VI. — *Het opsporen van kadavers van wilde zwijnen*

Art. 22. Het opsporen van kadavers van wilde zwijnen in het besmette gebied wordt enkel door de personeelsleden van de administratie verricht.

De administratie kan eveneens voor deze taak een beroep doen op het personeel van Defensie, op de houders van jachtrecht en op hun particuliere veldwachters, op de eigenaars en op iedere andere persoon die zij daar uitdrukkelijk toe machtigt.

Art. 23. Het opsporen kan worden verricht op iedere publieke of privé-eigendom, met inbegrip van de eigendommen waarop het jachtrecht niet wordt uitgeoefend, en in de natuurreservaten.

De eigenaars en rechthebbenden kunnen zich niet verweren tegen de opsporingsverrichtingen, behoudens in de eigendommen die een privé-woonst vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

HOOFDSTUK VII. — *Verwijdering en bestemming van de kadavers van dood aangetroffen of bij een vernietigingsverrichting afgemaakte wilde zwijnen*

Art. 24. Elk dood aangetroffen wild zwijn in de drie gebieden vermeld in artikel 1, lid 1, wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld. Het aanraken ervan is verboden.

De administratie neemt de nodige maatregelen voor het vervoer van het kadaver naar een inzamelcentrum.

Art. 25. Ieder in een vernietigingsverrichting afgemaakt wild zwijn wordt verplicht geheel naar een door de administratie aangewezen inzamelcentrum vervoerd met inachtneming van de bioveiligheidsregels.

Het verwijderen en de afvoer van deze wilde zwijnen wordt verplicht onder het toezicht verricht van een persoon die de bioveiligheidsopleiding bedoeld in artikel 1 heeft gevolgd.

Art. 26. Na staalafnames met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest worden de kadavers onder officiële controle vernietigd.

De afnames op wilde zwijnen afgemaakt in het waakzaamheidsgebied kunnen enkel op één staal van deze wilde zwijnen betrekking hebben.

HOOFDSTUK VIII. — *Passief toezicht op het gehele grondgebied van het Waalse Gewest*

Art. 27. Ieder wild zwijn dat dood aangetroffen wordt buiten de gebieden bedoeld in artikel 1 wordt onmiddellijk aan de administratie gemeld. Het aanraken ervan is verboden.

De administratie neemt de nodige maatregelen om staalafnames bij wild zwijn te verrichten met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest en om de kadavers onder officiële controle te vernietigen.

Dit artikel is niet van toepassing op wilde zwijnen, dood na door een voertuig te zijn aangereden.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen.*

Art. 28. Het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen wordt opgeheven.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

Art. 30. De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 6 juni 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/13380]

11 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel fixant le texte, la forme et le mode de validation du permis et de la licence de chasse

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 1995 relatif aux permis et licences de chasse, notamment les articles 2, premier alinéa, 3 et 12,

Arrête :

Article 1^{er}. Les formes du permis et de la licence de chasse sont reprises en annexe du présent arrêté.

Art. 2. La validation du permis de chasse se fait comme suit :

1° pour être valable, le permis de chasse doit être dûment numéroté, rempli et signé, ainsi que complété par une vignette de validation annuelle correspondante dont le modèle est repris en annexe du présent arrêté;

2° pour être valable, la licence de chasse doit être dûment numérotée, remplie et signée;

3° la gestion des permis et des licences est assurée par la voie électronique

En cas de nécessité, un permis validé ou une licence peuvent également être obtenus par la voie de correspondance ou directement dans une direction territoriale du Service publique de Wallonie Intérieur et Action sociale.